

Riposte sociale (France) : Un 5 décembre en demi-teinte, et après ?

mercredi 11 décembre 2024, par [PELLETIER Robert](#) (Date de rédaction antérieure : 11 décembre 2024).

La journée du 5 décembre était prévue comme une première étape dans la mobilisation contre la politique du gouvernement et l'avalanche de plans de licenciements et de fermetures de sites annoncées ces dernières semaines.

Sommaire

- [Une mobilisation solide](#)
- [Des cortèges en demi-teinte](#)
- [Hésitations pour la suite ?](#)

Après le vote de la motion de censure du gouvernement à la suite de l'utilisation de l'article 49.3 pour tenter de faire approuver le PLFSS (projet de loi de financement de la sécurité sociale) entraînant la démission du gouvernement Barnier, la mobilisation risquait de paraître décalée.

Une mobilisation solide

Cette journée était appelée par quasiment l'ensemble des organisations de fonctionnaires, CGT, FSU, CFDT, Solidaires, FA-FP, UNSA, CFE-CGC mais sans FO (significativement présente dans le secteur). Au cœur des revendications, le passage d'un à trois jours de carence pour les fonctionnaires malades, la réduction de 100 % à 90 % de la rémunération en cas d'arrêt maladie et la non-reconduction du versement d'une prime en soutien au pouvoir d'achat. Avec en toile de fond, la dénonciation d'un budget qui prévoyait une brutale politique d'austérité frappant l'ensemble des secteurs de l'hôpital à l'éducation en passant par la culture et les collectivités locales.

L'Éducation nationale fut le secteur le plus mobilisé avec près de 65 % dans le 1^{er} degré et 54 % dans les lycées et collèges. On trouve ensuite les finances avec 20 % de grévistes selon le ministère. Mobilisation significative dans la fonction publique territoriale avec plus de 6 % de grévistes selon le ministère et dans le secteur hospitalier où les chiffres sont toujours plus difficiles à estimer en raison de l'assignation au poste de travail.



Des cortèges en demi-teinte

Dans la rue, les manifestations ont réuni 200 000 personnes dans 160 cortèges et rassemblements, dont 30 000 à Paris selon la CGT (130 000 dans tout le pays, dont 3 000 à Paris pour la police). Dans une ambiance plutôt tempérée, de colère rentrée. Des chiffres significatifs dans de nombreuses villes ou régions : 12 000 personnes à Toulouse selon la CGT (4 500 selon la police), 20 000 (chiffre CGT) à 5 000 (préfecture) à Marseille, 6 000 personnes à Lyon (syndicats), 6 700 à Nantes selon la préfecture, 5 000 à Clermont-Ferrand, 4 000 à Bordeaux. À Montpellier, 5 000 selon les syndicats (3 800 selon la préfecture), Rouen 3 000, Angers 3 000, Tours 2 500, Nancy 2 500, Strasbourg, 3 000, 4 700 dans le Finistère, 1 500 à Amiens, 1 500 à Albi et des centaines à Poitiers, Orléans, Évreux, Guéret...

Hésitations pour la suite ?

Réunies en intersyndicale le 5 décembre au soir, les organisations syndicales envisageaient une poursuite/reprise du mouvement à partir du 11 décembre avec un appel à la grève de la CGT pour le 12. Force ouvrière appelant à trois jours de grève du 10 au 12 décembre, en même temps que l'appel à la grève reconductible des syndicats de cheminots. Appel rendu problématique après la signature par les syndicats représentatifs (CGT, UNSA, SUD-Rail et CFDT) d'un accord par lequel la direction s'engage à ce que les droits des cheminots transférés dans les nouvelles filiales créées après le démantèlement de Fret SNCF leur soient garantis trois ans. De ce fait, deux organisations (UNSA et CFDT) renoncent à appeler à la grève reconductible à partir du 11 décembre au soir.

Du côté du privé, les résistances se maintiennent chez Michelin, Auchan, Vencorex, Arcelor-Mittal, MA France, SBFM.

Le 5 décembre, dans les rangs des manifestantEs, l'absence de gouvernement était parfois ressentie comme absence d'interlocuteur. De plus, la déferlante médiatique — cautionnée par le PS, les Écologistes et le PCF — autour de l'intérêt général pour « *donner un budget à la France pour 2025* » et relever les tranches d'imposition pourrait bien contribuer à conforter un fatalisme déjà perçu lors de la mobilisation contre la réforme des retraites de 2023. Nous avons pourtant tout à gagner à nous mobiliser.

Robert Pelletier

P.-S.

• Hebdo L'Anticapitaliste - 733 (12/12/2024). Publié le Mercredi 11 décembre 2024 à 19h00 : <https://lanticapitaliste.org/actualite/social/un-5-decembre-en-demi-teinte-et-apres>